

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

### RELOCALISATION DE L'ALIP DE LURE

---

N° du CCAP : DISPDIJ24013

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon**  
**Département des Affaires Immobilières**  
72A rue d'Auxonne  
BP 13331  
21033 DIJON

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	RELOCALISATION DE L'ALIP DE LURE
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	7
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération .....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 - Contrôle technique .....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	7
5.2 - Délai d'exécution.....	7
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	7
6 - Prix .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	9
7 - Garanties Financières .....	9
8 - Avance .....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
9 - Modalités de règlement des comptes .....	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
9.3 - Délai global de paiement .....	11
9.4 - Paiement des cotraitants .....	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	12
10.2 - Implantation des ouvrages .....	12
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	12
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	12
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	12
10.3.3 - Registre de chantier .....	13
10.4 - Etudes d'exécution .....	13
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	14
10.5.1 - Installation de chantier.....	14
10.5.2 - Signalisation de chantier .....	14
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	14
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	14
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	14
10.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	14
11 - Développement durable .....	14
12 - Réception .....	15
12.1 - Réception des travaux .....	15
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	15
12.1.2 - Réception partielle.....	15

13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	15
15 - Pénalités .....	15
15.1 - Pénalités de retard .....	15
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	15
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	16
16 - Assurances .....	17
17 - Résiliation du contrat .....	17
17.1 - Conditions de résiliation.....	17
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
18 - Règlement des litiges et langues .....	18
18.1 - Recours à un tiers conciliateur ou à un médiateur .....	18
18.2 - Voie contentieuse .....	18
19 - Clauses complémentaires.....	19
19.1 - Engagement achats responsables .....	19
20 - Dérogations .....	19

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
RELOCALISATION DE L'ALIP DE LURE

Travaux d'aménagement de locaux destinés à la relocalisation de l'Antenne Locale d'Insertion et de Probation (ALIP) de Lure, service délocalisé du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Haute Saône et du Territoire de Belfort (SPIP 70/90)

Lieu(x) d'exécution :  
5 place de la libération  
70200 Lure

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	GROS OEUVRE DEMOLITION
02	MENUISERIES EXTERIEURES
03	PLATRERIE- FAUX PLAFONDS - PEINTURE
04	REVETEMENTS DE SOLS
05	MENUISERIES INTERIEURES
06	ELECTRICITE CFO CFA
07	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE

Le lot principal est le lot 01.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - annexe 1 : désignations des co-traitants et répartition des prestations
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes (annexes 1 et 1 bis) portant confidentialité et sécurité en milieu pénitentiaire.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ses annexes et toutes pièces techniques spécifiées dans le document "liste des pièces techniques" contenu dans le DCE de la consultation.
- Le calendrier détaillé d'exécution des prestations notifié aux titulaires à l'issue de la phase de préparation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le titulaire pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

KOBATEX  
PARC VALMY  
4 RUE JEANNE BARRET  
21000 DIJON

Courriel : [contact@kobatex.com](mailto:contact@kobatex.com)

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Au cours de la consultation, en aucune manière et sous aucun prétexte, les candidats ne devront s'adresser directement au maître d'œuvre. Toutes questions ou remarques devront être déposées sur la plateforme PLACE..

### 3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE  
4 Rue Louis de Broglie  
BP 37004  
21070 DIJON CEDEX

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

92 APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION France  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 Courbevoie

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions contenues dans les annexes 1 et 1 bis du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait des obligations de confidentialité et de sécurité inhérentes à l'exécution de travaux dans une enceinte pénitentiaire.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 9 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 07/01/2025.

### 5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
01 02 03 04 05 06 07	9 mois	07/01/2025	07/10/2025	le délai d'exécution indiqué correspond à la totalité du chantier. Les candidats se reporteront au planning prévisionnel détaillé joint au DCE pour connaître le phasage et la durée d'exécution des travaux pour chacun des lots. Le délai d'exécution intègre la période de préparation précisée ci-après. Le calendrier détaillé d'exécution définitif sera notifié aux titulaires à l'issue de la phase de préparation.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

### 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré au cours de la phase de préparation après consultation auprès des titulaires des différents lots qui en reçoivent notification.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$	
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT19b (d-3) / BT19b (o))$	
03	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT08 (d-3) / BT08 (o))$	
04	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT10 (d-3) / BT10 (o))$	
05	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT18a (d-3) / BT18a (o))$	
06	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT47 (d-3) / BT47 (o))$	
07	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT38 (d-3) / BT38 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation.
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations.
- Index ( $d$ -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois  $d$  diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois  $d$  du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index ( $o$ ) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010



Lot(s)	Code	Libellé
02	BT19b	Index du bâtiment - Menuiserie extérieure - Base 2010
03	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
04	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
05	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
06	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
07	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010

### 6.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Ce taux est fixé à 3,0 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	GROS OEUVRE DEMOLITION
02	MENUISERIES EXTERIEURES
03	PLATRERIE- FAUX PLAFONDS - PEINTURE
04	RENETEMENTS DE SOLS
05	MENUISERIES INTERIEURES
06	ELECTRICITE CFO CFA
07	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance. Si la case OUI est cochée mais que l'Entreprise ne remplit pas les conditions de l'avance, l'avance ne lui sera pas non plus versée. (Rappel conditions légales : une avance forfaitaire de 5 % pourra être versée au titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct. Cette avance est portée à 20% pour toute petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, pour un marché supérieur à 50 000€ HT et travaux supérieurs à 2 mois.)

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure de validation de la facture : SIRET du MOE à demander lors de la réunion de lancement

La facturation se fera sur Chorus Pro. Le numéro d'engagement juridique sera communiqué au moment de la notification du marché. Des instructions de paiement seront transmises aux titulaires qui veilleront, sous Chorus Pro, à respecter le circuit de facturation transitant par le MOE en utilisant les cadres de facturation prévus à cet effet. Les décomptes devant nécessairement transiter par le MOE, le numéro de SIRET permettant d'identifier ce dernier devra impérativement être inscrit dans le cadre idoine sous chorus Pro.

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

### Adresse d'exécution :

Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation  
5 place de la Libération  
70200 Lure

marc.seukpanya@justice.fr

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **10.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

### **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

#### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **10.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **10.5 - Installation et organisation du chantier**

### **10.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Les plans devront être fournis au format DWG (Autocad). Pour les autres documents, aucun format numérique n'est préconisé. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les préconisations figurant dans la charte graphique du Département des Affaires Immobilières, dont il demandera la communication dès notification.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 150,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Au-delà des propositions faites par le candidat dans son offre et acceptée par le pouvoir adjudicateur en matière de politique de développement durable appliquée à l'opération, l'attention des candidats est plus particulièrement appelée sur le strict respect de la réglementation sur les déchets attendu par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de cette opération.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 06 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

#### 12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

## 13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 € assortie d'un montant minimum de 500,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Production absente ou incomplète de documents	Journalière	100,00 €	Absence de production ou production incomplète de documents prévus au contrat et/ou par la réglementation en vigueur
Défaut d'information de l'acheteur	Forfaitaire	150,00 €	
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	100,00 €	
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Journalière	100,00 €	Le formulaire DC4 devra être présenté au minimum 5 jours avant l'entrée en fonction du sous-traitant. Pénalité journalière due à compter du 5ème jour précédent l'entrée en fonction du sous-traitant et jusqu'à réception du DC4.
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière due à compter du signalement écrit du manquement à l'obligation par le MOA, le MOE, le CT ou le coord. SPS et jusqu'à disparition du désordre.
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière due à compter du signalement écrit du manquement aux règles de sécurité par le MOA, le MOE, le CT ou le coordo. SPS et jusqu'à régularisation de la situation.
Retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Est qualifié de retard le fait pour le titulaire de se présenter à une réunion avec moins d'une demi-heure de retard sur l'horaire programmé. Un retard supérieur à une demi-heure sera considéré comme un absence.
Défaut de projet de décompte	Forfaitaire	100,00 €	Tout défaut de facturation du titulaire qui sera constaté dans la première vérification d'un projet de décompte parvenant au MOA par l'intermédiaire du MOE dans le cadre des marchés de travaux, fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 euros et d'un renvoi du document pour correction. En outre, à partir du troisième renvoi d'une même facture, une pénalité sera prononcée pour tout nouveau renvoi.



## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 18.1 - Recours à un tiers conciliateur ou à un médiateur

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

- Outre le Médiateur des entreprises prévu à l'article R.2197-23 du Code de la Commande Publique, le titulaire et l'acheteur peuvent faire appel au Médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs  
3 place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement des Différends ou des litiges en matière de marchés publics (C.C.I.R.A).  
53 Boulevard Vivier  
69003 LYON CEDEX 03  
Tél : 04 72 77 05 20 ou Fax : 04 78 92 83 16

### 18.2 - Voie contentieuse

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal Administratif de Dijon. La juridiction peut être saisie par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## 19 - Clauses complémentaires

### 19.1 - Engagement achats responsables

le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en matière d'achats responsables, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

## 20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.3 du CCAP déroge
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux

DISP DIJON / DAI / CM / PM

Le 22/10/2024

Lu et approuvé (signature)